


L'énergie devient «impayable» pour «des millions» de travailleurs, alertent les syndicats européens

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 43 minutes

Écouter cet article 

00:00/02:33 



De juillet 2021 à juillet 2022, le coût du gaz et de l'électricité a augmenté de 38% à travers l'Europe. *Pixavril / stock.adobe.com*

Ils appellent les gouvernements européens, qui se réuniront en fin de semaine à Prague pour discuter des sujets énergétiques, à «mettre un terme aux hausses de prix insoutenables».

La hausse du prix de l'électricité et du gaz rend les factures d'énergie de millions d'Européens «impayables», a alerté mardi la Confédération européenne des syndicats (CES) dans un communiqué.

«*Quelque 9,5 millions d'actifs avaient déjà des difficultés à acquitter leurs factures d'énergie*» avant que l'inflation ne s'envole pour atteindre le niveau record de 9,1% sur un an en août dans la zone euro, affirme la CES, qui se base sur une étude de l'Institut

syndical européen. De juillet 2021 à juillet 2022, le coût du gaz et de l'électricité a augmenté de 38% à travers l'Europe *«et il continue à grimper»*. En conséquence, dans seize États membres de l'Union européenne (UE) dont la France, *«les travailleurs payés au salaire minimum doivent mettre de côté l'équivalent d'un mois de salaire voire plus pour continuer à s'éclairer et se chauffer à domicile»*, déplorent les syndicats. En 2021, ce n'était le cas que dans huit des vingt-sept États membres de l'UE.

En 2022, un actif estonien doit ainsi travailler vingt-six jours de plus qu'en 2021 pour payer sa facture énergétique annuelle, et un actif néerlandais vingt jours supplémentaires. En Slovaquie, en Grèce, en République tchèque et en Italie, *«la facture moyenne d'énergie annuelle représente désormais plus d'un mois de salaire pour un actif payé au salaire moyen»* de son pays, détaille la CES. *«Quand votre facture annuelle coûte plus d'un mois de salaire, il n'existe pas d'astuces pour économiser de l'argent. Ces prix sont aujourd'hui tout simplement impayables pour des millions de gens»*, s'alarme la secrétaire générale adjointe de la CES Esther Lynch, citée dans le communiqué.

Six points

Les syndicats appellent donc les gouvernements européens, qui se réuniront en fin de semaine à Prague pour discuter des sujets énergétiques, à *«mettre un terme aux hausses de prix insoutenables»*.

Dans un plan en six points à l'adresse des décideurs du continent, ils demandent d'augmenter les salaires et en particulier les salaires minimaux. La CES appelle aussi à plafonner les factures d'énergie et à taxer les *«bénéfices exceptionnels»* des entreprises énergétiques. Paris et Berlin ont poussé ces derniers jours pour une simple *«contribution»*, non fiscale, de ces entreprises. *«Les responsables politiques doivent se saisir de cette crise avant qu'elle ne coûte des vies cet hiver»*, insiste Esther Lynch.